

Communiqué de presse

Paris, le 28 novembre 2023

Pour que cessent les massacres, pour une paix juste et durable, les universités doivent s'engager!

Depuis le massacre de civils israélien·nes par le Hamas le 7 octobre, la population de Gaza, enclave palestinienne sous blocus israélien depuis 17 ans, est sous les bombes. SUD éducation exprime sa profonde horreur des massacres de civils israéliens commis par le Hamas. Il ne s'agit pas d'un coup de tonnerre dans un ciel serein : cette situation a tout à voir avec le contexte colonial en Palestine depuis 1948, date depuis laquelle les Palestiniens connaissent l'annexion de leur terre, l'exil forcé, la spoliation de leurs maisons et de leurs biens, l'emprisonnement et le massacre de leur peuple.

A cette heure, plus de 15 000 civils, dont plus de la moitié des enfants, sont morts assassinés par l'armée israélienne. C'est à un véritable nettoyage ethnique que l'on assiste selon les mots mêmes de l'ONU.

A l'image des hôpitaux et des écoles, des bâtiments de l'ONU ou encore de l'Institut français, les universités gazaouies ne sont bien évidemment pas épargnées dans ce déluge de feu. Nos collègues enseignant·es, chercheur·euses, personnels et étudiant·es y meurent chaque jour. Les universités d'Al-Azhar et l'Université Islamique, ont été la cible de frappes aériennes, les 80 000 étudiant·es de la bande de Gaza sont sous les bombes ainsi que nos collègues enseignant·es-chercheurs. Au 1er novembre, plus de 400 étudiant·es et personnels gazaouis étaient déjà tués. Combien d'entre elles et eux à cette heure? En Cisjordanie, la pression exercée par l'occupant et les colons impacte les activités académiques dles 140 000 étudiant·es et les personnels des universités particulièrement touchés par les arrestations arbitraires de l'occupant et les envahissements de campus comme à l'université de Birzeit.

Fédération SUD Éducation

③ 31 rue de la Grange aux Belles, 75010 Paris

01 58 39 30 12

● fede@sudeducation.org ⊕ www.sudeducation.org



Si le ministère de l'ESR et France Université ont été prompts à réagir suite à l'attaque du 7 octobre, nos administrations sont bien silencieuses depuis 50 jours de bombardements massifs. Aucune dénonciation de ces destructions d'universités et de ces crimes. En 2022, le ministère et France Université condamnaient à juste titre fermement les "bombardements délibérés de bâtiments publics, d'hôpitaux, de résidences étudiantes, ou de locaux d'enseignement et de recherche" à l'œuvre en Ukraine par l'armée russe. Le ministère et les présidences d'université françaises doivent donc condamner avec la même fermeté les crimes de guerre en cours à Gaza. Fidèles à notre idée d'une Université ouverte, nous appelons à l'accueil des étudiant·es et personnels gazaouis en exil comme de celles et ceux de toute nationalité.

Par ailleurs, de nombreuses universités ont tenté d'interdire des actions de solidarité avec le peuple palestinien sur de nombreux campus. La criminalisation de la juste solidarité de la jeunesse pour Gaza est intolérable et ce d'autant plus au sein des universités, lieux des savoirs critiques et de l'émancipation. France Université a même commis la double faute, historique et politique, d'amalgamer des expressions de soutien au peuple palestinien l'antisémitisme. Les présidentes d'université et le ministère souhaitent-ils instaurer un délit d'opinion et d'expression sur les campus? SUD éducation condamne par ailleurs fermement tous les propos et actes antisémites et islamophobes qui ont pu avoir lieu sur des campus ces dernières semaines.

Enfin, non seulement les universités françaises se taisent sur le terrible siège de Gaza et les crimes de l'armée israélienne, mais nombre d'entre elles poursuivent leur partenariats scientifiques et académiques avec des universités israéliennes, des laboratoires de recherche et des entreprises directement impliquées dans la guerre. La participation de la Tel Aviv University au complexe militaro-industriel industriel israélien, les travaux de recherches conjoints de laboratoires et universités françaises avec le groupe Thalès ou Elbit qui fabriquent des drones militaires... sont largement démontrés et documentés, notamment par l'Association des Universitaires pour le

Fédération SUD Éducation

② 31 rue de la Grange aux Belles, 75010 Paris

© 01 58 39 30 12

● fede@sudeducation.org ⊕ www.sudeducation.org



Respect du Droit International en Palestine et <u>BDS</u> (Boycott, Désinvestissement, et Sanctions).

Pour SUD éducation, il est urgent que le ministère et les universités réagissent à la hauteur des crimes de guerre perpétrés à Gaza en dénonçant la destruction totale du système universitaire gazaoui, en permettant l'accueil d'étudiant·es et de collègues dans les établissements de l'ESR et en rompant leurs liens académiques et de recherche avec les institutions académiques israéliennes complices de la colonisation, de l'apartheid et des crimes de guerre. SUD éducation soutient et appuie la campagne BDS de la société civile palestinienne qui a dédié un volet de son travail au boycott culturel et universitaire.

Avec notre Union syndicale Solidaires, SUD éducation continuera à tout mettre en oeuvre, de la manière la plus unitaire possible, pour l'application du droit international, pour que cessent les massacres à Gaza, pour la libération des otages et de tou·tes les prisonnier·es palestinien·nes, pour le droit au retour pour tous les réfugié·es palestinien·nes, le respect des droits du peuple palestinien et une paix juste et durable entre palestinien·nes et israélien·nes!